

Europe : le pacte avec les actionnaires, PDG et lobbys de l'industrie chimique

En février 2026, le média d'investigation allemand *Correctiv*¹ a publié une enquête révélant que la Commission européenne et une partie importante des députés privilégient les intérêts des grands pollueurs au détriment de la santé publique. Dans cet article, un employé d'une entreprise chimique allemande affirme qu'il existe un pacte tacite entre les entreprises chimiques et les autorités allemandes et européennes. Avec leur accord, nous reproduisons ci-dessous des extraits de leur enquête².

Le lanceur d'alerte employé « d'une entreprise chimique près de Cologne, qui a longtemps travaillé au Parlement européen, décrit ainsi ce pacte : les députés bruxellois-es et la Commission savent pertinemment que de nombreux produits chimiques d'entreprises allemandes – présents dans les plastiques, les vernis, les crèmes pour la peau, les produits d'entretien et les plastifiants – sont nocifs pour la santé.

« Mais tous les responsables l'acceptent afin de préserver la position de l'Allemagne et de l'Union européenne (UE) comme pôles de production chimique de premier plan », explique-t-il. Par conséquent, l'UE privilégie, année après année, les intérêts de l'industrie : moins de réglementations, moins de contrôles, aucune nouvelle limite. Quant à la santé

publique, elle passe au second plan. Elle est « à peine évoquée » lors des réunions au sommet. (...) L'UE est parfaitement consciente des dangers des produits chimiques : près d'un cancer sur deux est évitable et est favorisé par des substances chimiques telles que les pesticides, selon la Direction générale de l'environnement de la Commission européenne. Le « Plan zéro pollution » de l'UE affirme que la pollution est responsable d'un décès sur huit³. Or, ce plan est au point mort.

Il en va de même pour la réforme européenne du règlement REACH⁴ sur les produits chimiques, longtemps présentée comme un modèle international : en vigueur depuis 2007, ce cadre est aujourd'hui dépassé, alors que des milliers de nouvelles substances chimiques arrivent chaque année sur le marché. La révision annoncée a été reportée à plusieurs reprises, et de nombreux experts estiment désormais qu'elle risque de ne jamais aboutir. La raison principale ?

Chronique d'une dérégulation européenne

12 février – Alden Biesen – sommet informel des chefs d'État de l'UE, le lendemain du sommet des industriels à Anvers. Un projet de texte « Une Europe, un marché »¹ y est abordé. La Coalition climat manifeste le même jour sur la Place du Luxembourg à Bruxelles contre ces projets de dérégulation européenne. « On ne construit pas un paradis économique sur un cimetière socio-écologique »², lance-t-elle aux chefs d'État retirés à Alden Biesen.

17 mars – Bruxelles – De Wever débriefe les députés de la Commission d'avis des affaires européennes de la Chambre, près de quarante jours après Anvers et Alden Biesen. Aucune annonce publique préalable, très peu de

temps de parole ou de questions pour les députés : De Wever parle pendant quarante-cinq minutes et ne laisse que deux minutes d'intervention à chacun-e. Dans son intervention, il fait notamment référence au 28^e régime de droits des sociétés, qui était aussi discuté à Alden Biesen selon ses explications. Cette proposition est hautement contestée par les syndicats qui craignent un Bolkestein 2.0³.

19 mars – Bruxelles – sommet des chefs d'État. Les syndicats tirent la sonnette d'alarme, expliquant une fois de plus que la dérégulation des droits des travailleurs ne sauvera pas l'industrie européenne – elle ne fera qu'aggraver la crise. Des contacts entre

syndicats et délégations gouvernementales ont lieu dans de nombreux pays.

8 avril – La Haye – Selon l'organisation Pan Europe, la Commission européenne a admis devant le parlement néerlandais que « la proposition sur les pesticides pourrait affaiblir les protections sanitaires et environnementales »⁴. Une fois de plus, le parlement néerlandais montre les dents face à la vague de dérégulation en cours. La Médiatrice européenne, Teresa Anjinho, ainsi qu'une députée progressiste y avaient témoigné peu auparavant de graves irrégularités entourant la dérégulation des lois sur le devoir de vigilance, notamment en raison d'interférences américaines et de l'action de puissants lobbys⁵.

¹ Correctiv avait notamment révélé en janvier 2024 la rencontre secrète de l'extrême droite allemande de l'AfD, de néonazis et de quelques entrepreneurs fortunés à Potsdam <https://correctiv.org/top-stories/2024/01/10/plan-secret-contre-lallemagne/>

² Enquête à lire en ligne : Joeres, A., & Steeger, G. (2026, 25 février). Der Pakt mit der Chemiebranche. *Correctiv*.

³ European Commission. (2021). EU action plan : « Towards

zero pollution for air, water and soil ». *European Commission Website*.

⁴ Le règlement européen REACH (*Registration, Evaluation, Authorisation and Restriction of Chemicals*), adopté en 2006, était considéré comme l'un des cadres les plus ambitieux au monde en matière de protection contre les substances chimiques dangereuses. Il imposait aux entreprises de démontrer l'innocuité de leurs produits avant leur mise sur le marché.

Le Cefic (European Chemical Industry Council), puissant lobbying de l'industrie chimique européenne, ne la soutient pas. Dès avant sa première version, son directeur de l'époque avait déclaré qu'elle allait « désindustrialiser l'Europe ».

« Le Cefic est financièrement solide et très influent », affirme le lanceur d'alerte du groupe chimique rhénan. Des réunions stratégiques avec des dizaines de représentant·es de l'industrie ont lieu presque quotidiennement. Rien que l'année dernière, les représentant·es de cette fédération ont rencontré des membres de haut rang de la Commission européenne à 264 reprises. Elle siège dans un gratte-ciel de verre près du Parlement européen. Selon l'organisation Lobbycontrol, son budget annuel dépasse les dix millions d'euros. « L'accès est direct et sans complications – je ne parlais même plus de lobbying. On dirait plutôt que l'industrie donne des ordres aux politiques », déclare cette source, ajoutant « qu'il y a eu un énorme recul, le prétendu sauvetage de l'industrie primant sur tout le reste ». (...)

Les plus hauts responsables politiques courtisent désormais ouvertement l'industrie chimique. « Donnez-nous vos dix commandements », a récemment lancé le

Premier ministre belge conservateur, Bart De Wever, aux PDG du secteur. Lorsque le Cefic les a invités à une réunion de haut niveau à Anvers début février, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le chancelier allemand, Friedrich Merz, étaient là en personne. « L'industrie elle-même a été surprise par la présence de personnalités étatiques de premier plan et par les nombreuses promesses faites. Il y a quelques années, cela aurait été impensable », a confié la source interne. En réponse à une question du média *Correctiv*, le Cefic a déclaré que sa mission est de « fournir des informations techniques et pratiques aux responsables politiques ». (...)

Le pacte conclu avec l'industrie chimique pourrait coûter très cher à tous·tes les Européen·nes, tant financièrement que sanitaire. Les coûts des hospitalisations, des médicaments et des consultations médicales liés aux phtalates, aux bisphénols, aux pesticides et aux PFAS pourraient atteindre 2 200 milliards de dollars américains, une somme astronomique. Et ce, sans compter les effets des polluants encore inconnus⁵.

5 Joeres, A., & Steeger, G. (2026, 25 février). Der Pakt mit der Chemiebranche. *Correctiv*.

Les coûts des hospitalisations, médicaments et consultations médicales liés aux phtalates, aux bisphénols, aux pesticides et aux PFAS pourraient atteindre 2 200 milliards de dollars américains.

24 avril – Leverkusen, Cologne – manifestation de la « Coordination des dangers de Bayer » lors de l'Assemblée annuelle des actionnaires de la multinationale, assemblée transposée en ligne, les actionnaires craignant pour leur image. La coordination est également présente en ligne et introduit dix contre-propositions aux actionnaires. Comme elle le rapporte, « les sujets abordés vont du glyphosate en tant qu'arme chimique (par Israël au Proche-Orient) et de l'effet secondaire des pesticides qu'est la « maladie de Parkinson » aux PFAS, au lobbying et à l'accord UE-Mercosur, en passant par les essais cliniques et les rémunérations des dirigeants »⁶.

10 juin – Bruxelles – de plus en plus d'initiatives contre la dérégulation UE promue par des géants et lobbies de l'agroalimentaire et des pesticides. Foodwatch, ONG de défense des consommateur·rices lance une pétition et introduit une plainte⁷ auprès de la médiatrice européenne contre l'Omnibus X, qui désigne un paquet législatif européen, regroupant plusieurs modifications de lois existantes, portant pour le 10^e paquet sur l'alimentation⁸.

26 juin – Washington – La Cour suprême juge que Bayer/Monsanto ne pouvait être tenue responsable de l'absence de mise en garde relative à un éventuel risque de cancer sur ses produits Roundup. Cependant, l'in-

fluente étude de 2013 qui avait contribué à justifier l'innocuité du produit a été jugée biaisée par l'Agence de protection de l'environnement (EPA)⁹ pointant qu'elle n'avait pas été écrite par un scientifique, mais par Monsanto comme l'a révélé le média d'investigation américain Mother Jones.

29 juin – Bruxelles – « Des ONG de la Coalition pour mettre fin au commerce des pesticides toxiques interpellent la Commission européenne suite à des articles de presse indiquant qu'elle ne tiendrait pas sa promesse de mettre fin aux exportations de pesticides toxiques interdits par l'UE vers les pays du Sud », communique le *Corporate Europe Observatory*¹⁰.

1 <https://klimaatcoalitie-coalitionclimat.be/fr/alden-biesen/>

2 <https://www.lecho.be/economie-politique/europe/economie/avis-de-tempe-sur-eu-inc-le-projet-d-entreprise-europeenne-est-il-bancal/10677263.html>

3 <https://www.etuc.org/en/pressrelease/unions-call-halt-28th-company-regime-until-safeguards-workers-rights-are-included>

4 <https://www.pan-europe.info/press-releases/2026/04/eu-commission-admits-pesticide-omnibus-proposal-could-weak-en-health-and>

5 <https://www.bloomassociation.org/en/jorgen-warborn-rapporteur-for-the-first-omnibus-a-parliamentarian-under-foreign-influence/>

6 <https://bsky.app/profile/cbg-network.bsky.social/post/3miz4n22cdk2p>

7 <https://www.foodwatch.org/fr/sinformer/nos-campagnes/politique-et-lobbies/lobbies-et-multinationales/defendons-la-securite-alimentaire-stop-omnibus>

8 https://commission.europa.eu/law/law-making-process/better-regulation/simplification-implementation-and-enforcement/simplification_en

9 <https://bsky.app/profile/gmwatch.bsky.social/post/3mozz3jw5cs2m>

10 <https://corporateeurope.org/en/2026/06/europe-an-commission-backtracks-promise-end-eu-exports-banned-and-dangerous-pesticides>

Pour aller plus loin :

<https://corporateeurope.org/en/deregulation-watch>

<https://www.pan-europe.info/>

<https://kiosque.imagine-magazine.com/boutique/168-avril-mai-juin-2026/>